

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 8 OCTOBRE 1919.

Projet de loi approuvant la Convention signée à Paris, le 26 avril 1918, avec la France relativement à la protection contre les actes des autorités ennemies, des biens et intérêts privés des ressortissants de l'un des pays dans l'autre.

EXPOSÉ DES MOTIFS

MESSIEURS,

Pour garantir les intéressés contre les conséquences de nombreux actes illégaux de disposition accomplis par l'ennemi en Belgique à l'égard des biens meubles et immeubles appartenant à l'État, aux provinces, communes, établissements publics et particuliers, Sa Majesté a promulgué, le 31 mai 1917, un arrêté-loi prononçant, entre autres, l'annulation de tous les actes de disposition de l'espèce.

Cet arrêté-loi ne fait pas de distinction entre les biens appartenant en Belgique à des étrangers et ceux appartenant à des Belges et il peut donc être invoqué par des étrangers devant les tribunaux belges.

Mues par les mêmes motifs, les Chambres françaises ont, par une loi analogue, en date du 8 novembre 1917, proclamé la nullité des actes de l'ennemi ayant porté atteinte à la propriété publique et à la propriété privée des Français et des Alsaciens-Lorrains.

Le bénéfice de cette loi, réservé en principe aux nationaux et aux Alsaciens-Lorrains, pouvait cependant, en vertu de l'article 4, être étendu aux ressortissants des Puissances alliées résidant dans les départements français occupés et en Alsace-Lorraine.

Le Gouvernement a cru, en conséquence, utile de négocier avec le Gouvernement français une Convention assurant aux ressortissants belges en France le bénéfice des articles 2 et 3 de la loi du 8 novembre 1917, et aux ressortissants français en Belgique, le bénéfice de l'arrêté-loi du 31 mai 1917. Cet accord a été signé à Paris le 24 avril 1918.

Les Chambres françaises ont ratifié cet accord par une loi publiée au *Journal Officiel* du 6 mai. Le Gouvernement français exprime le désir de voir procéder à l'échange des ratifications.

J'ai, en conséquence, l'honneur de vous proposer l'adoption du projet de loi ci-joint, approuvant ladite Convention du 24 avril 1918.

Le Ministre des Affaires Étrangères,

HYMANS.

Projet de loi approuvant la Convention signée à Paris, le 26 avril 1918, avec la France relativement à la protection contre les actes des autorités ennemies, des biens et intérêts privés des ressortissants de l'un des pays dans l'autre.

Wetsontwerp goedkeurende de Overeenkomst, te Parijs den 26ⁿ April 1918 met Frankrijk geteekend, betreffende de bescherming tegen de daden der vijandelijke overheden, der private goederen en belangen der onderhoorigen van een dezer landen in het andere.

ALBERT,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut !

Sur la proposition de Nos Ministres des Affaires Étrangères et de la Justice,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Le projet de loi dont la teneur suit sera présenté, en Notre nom, aux Chambres législatives, par Nos Ministres des Affaires Étrangères et de la Justice :

ARTICLE UNIQUE.

La Convention signée à Paris, le 26 avril 1918, avec la France relativement à la protection contre les actes des autorités ennemies, des biens et intérêts privés des ressortissants de l'un des pays dans l'autre, est approuvée.

Ladite Convention sera insérée textuellement au *Moniteur* en même temps que la présente loi.

Donné à Bruxelles, le 20 septembre 1919.

ALBERT,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil!

Op voorstel van Onze Ministers van Buitenlandsche Zaken en van Justitie,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Het ontwerp van wet waarvan de inhoud volgt zal in Onzen naam bij de Wetgevende Kamers aangeboden worden door Onze Ministers van Buitenlandsche Zaken en van Justitie :

EENIG ARTIKEL.

De Overeenkomst, te Parijs den 26ⁿ April 1918 met Frankrijk ondertekend betreffende de bescherming tegen de daden der vijandelijke overheden, der private goederen en belangen der onderhoorigen van een dezer landen in het andere, is goedgekeurd.

Gezegde Overeenkomst zal woordelijk in den *Moniteur* ingelascht worden, samen met deze wet.

Gegeven te Brussel, den 20ⁿ September 1919.

ALBERT.

PAR LE ROI

VAN 'S KONINGS WEGE :

Le Ministre des Affaires Étrangères,

De Minister van Buitenlandsche Zaken,

HYMANS.

Le Ministre de la Justice,

De Minister van Justitie,

E. VANDERVELDE.

(4)

ANNEXE I.

CONVENTION

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES ET LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE, également désireux d'assurer aux ressortissants d'un des Pays ayant des biens ou intérêts dans l'autre une protection aussi complète que possible contre les actes des autorités ennemies dont l'annulation est prévue par les législations respectives, ont résolu de conclure un accord à cet effet et ont nommé pour leurs Plénipotentiaires :

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES :

M. le BARON DE GAFFIER D'HESTROY, Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près le Président de la République française ;

ET LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE :

M. STEPHEN PICHON, Sénateur, Ministre des Affaires Étrangères de la République française ;

qui, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit :

ARTICLE PREMIER.

Les Français en Belgique et les Belges en France bénéficieront respectivement, comme les nationaux eux-mêmes de chacun des deux pays, des dispositions de l'arrêté-loi belge du 31 mai 1917, relatif aux mesures de dépossession effectuées par l'ennemi et des articles 2 et 3 de la loi française du 8 novembre 1917, relative aux saisies et ventes effectuées en pays ennemis, dans les territoires occupés par l'ennemi et en Alsace-Lorraine.

ARTICLE 2.

La présente Convention sera ratifiée et les ratifications seront échangées aussitôt que faire se pourra.

EN FOI DE QUOI, les Plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait en double, à Paris, le 24 avril 1918.

(L. S.) **BARON DE GAIFFIER D'HESTROY.**

(L. S.) **STEPHEN PICHON.**

ANNEXE II.

**Loi relative aux saisies et ventes effectuées en pays ennemis,
dans les territoires occupés par l'ennemi et en Alsace-Lorraine.**

Le Sénat et la Chambre des députés ont adopté,

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER.

Sont nuls et non avenue tous actes portant atteinte aux droits de propriété ou de jouissance appartenant à l'État, aux départements, aux communes, aux établissements publics ou reconnus d'utilité publique et accomplis par les autorités ennemies dans les départements français occupés par elles et contraires aux conventions internationales.

Sont également nuls et non avenue les actes concernant les biens de même nature, accomplis ou ordonnés en Alsace-Lorraine dans un but politique ou à la faveur des circonstances de guerre, par les autorités allemandes, quelles qu'elles soient ou par les administrateurs d'établissements publics ou reconnus d'utilité publique.

Spécialement, sont nulles et non avenue, dans les mêmes territoires, les opérations effectuées par les autorités ennemies concernant les musées, galeries, bibliothèques, archives et, en général, tous les biens ayant un caractère artistique, scientifique, historique ou administratif.

ART. 2.

Sont nuls et non avenue tous actes d'aliénation ou de disposition, toutes inscriptions ou radiations d'hypothèques, toutes déchéances, toutes mesures de spoliation fiscales, ou autres, accomplies, prononcées ou ordonnées par les autorités ennemies, quelles qu'elles soient, dans un but politique ou à la faveur des circonstances de guerre, et concernant les biens, et droits de toute nature appartenant à des Français ou à des Alsaciens-Lorrains d'origine française, en territoire ennemi, en territoire français ou allié occupé par l'ennemi, ou en Alsace-Lorraine.

ART. 3.

Seront annulés ou résiliés de plein droit, à la demande des Français ou des Alsaciens-Lorrains d'origine française intéressés et dans des conditions

à fixer par décret portant règlement d'administration, tous contrats passés avec des sociétés ou des particuliers ennemis pendant l'occupation ou sous le contrôle ennemi.

ART. 4.

Les dispositions des articles 2 et 3 de la présente loi peuvent être étendues par des conventions spéciales aux ressortissants de puissances alliées et neutres résidant dans les départements français occupés et en Alsace-Lorraine.

ART. 5.

Les dispositions de la présente loi sont applicables aux mesures prises par l'autorité ennemie et aux faits qui se sont passés à dater du jour où l'état de guerre a existé entre la France et le pays ennemi intéressé.

La présente loi délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des Députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris le 8 novembre 1917.

Par le Président de la République,

(S.) R. POINCARÉ.

Le Ministre des Affaires Étrangères,

(S.) LOUIS BARTHOU.

Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,

(S.) RAOUL PERET.

Le Ministre des Finances,

(S.) L.-L. KLOTZ.

Le Ministre de l'Intérieur,

(S.) T. STEEG.

*Le Ministre du Commerce, de l'Industrie,
des Postes et des Télégraphes.*

(S.) CLEMENTEL.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 8 OCTOBER 1919.

Wetsontwerp goedkeurende de Overeenkomst, te Parijs den 26ⁿ April 1918 met Frankrijk geteekend, betreffende de bescherming tegen de daden der vijandelijke overheden, der private goederen en belangen der onderhoorigen van een dezer landen in het andere.

MEMORIE VAN TOELICHTING

MIJNE HEEREN,

Om de belanghebbenden te vrijwaren tegen de gevolgen van menigvuldige onwettelijke daden van beschikking verricht door den vijand in België tegenover de roerende en onroerende goederen behorende aan den Staat, de provinciën, gemeenten, private en openbare inrichtingen, heeft Zijne Majesteit den 31 Mei 1917, een besluit-wet afgekondigd, die, onder anderen, alle dergelijke daden van beschikking nietig verklaart.

Dit besluit-wet maakt geen onderscheid tusschen de goederen in België aan vreemdelingen toebehoorend en zulke die aan Belgen toebehooren en kan dus door vreemdelingen voor de Belgische rechtbanken ingeroepen worden.

Gedreven door dezelfde beweegredenen, hebben de Fransche Kamers, door eene soortgelijke wet, op dagteekening van 8 November 1917, de nietigheid verklaard der daden van den vijand die het openbare eigendom en het private eigendom der Franschen en der Elzassers-Lotharingers benadeeld hebben.

De voordeelen dezer wet, in beginsel, voorbehouden aan de landgenooten en aan de Elzassers-Lotharingers, konden nochtans, krachtens artikel 4, uitgebreid worden tot de onderhoorigen der verbondene mogendheden in de Fransche bezette departementen, en in Elzas-Lotharingen verblijvend.

De Regeering heeft het dus nuttig geacht met de Fransche Regeering te onderhandelen over eene overeenkomst welke aan de Belgische onder-

hoorigen in Frankrijk de voordeelen der artikels 2 en 3 der wet van 8 November 1917 en aan de Fransche onderhooringen in België, de voordeelen van het besluit-wet van 31 Mei 1917 verzekert. Deze overeenkomst werd den 24 April 1918 te Parijs geteekend.

De Fransche Kamers hebben deze overeenkomst door eene wet afgekondigd in den *Journal officiel* van 6 Mei, bekrachtigd. De Fransche Regeering drukt den wensch uit tot de uitwisseling der bekrachtigingen te zien overgaan.

Dienvolgens heb ik de eer U de aanneming voor te stellen van het hierbijgaande ontwerp van wet, dat gezegde overeenkomst van 24 april 1918 goedkeurt.

De Minister van Buitenlandsche Zaken,

HYMANS.

Projet de loi approuvant la Convention signée à Paris, le 26 avril 1918, avec la France relativement à la protection contre les actes des autorités ennemies, des biens et intérêts privés des ressortissants de l'un des pays dans l'autre.

Wetsontwerp goedkeurende de Overeenkomst, te Parijs den 26^{en} April 1918 met Frankrijk geteekend, betreffende de bescherming tegen de daden der vijandelijke overheden, der private goederen en belangen der onderhoorigen van een dezer landen in het andere.

ALBERT,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut !

Sur la proposition de Nos Ministres des Affaires Étrangères et de la Justice,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Le projet de loi dont la teneur suit sera présenté, en Notre nom, aux Chambres législatives, par Nos Ministres des Affaires Étrangères et de la Justice :

ARTICLE UNIQUE.

La Convention signée à Paris, le 26 avril 1918, avec la France relativement à la protection contre les actes des autorités ennemies, des biens et intérêts privés des ressortissants de l'un des pays dans l'autre, est approuvée.

Ladite Convention sera insérée textuellement au *Moniteur* en même temps que la présente loi.

Donné à Bruxelles, le 20 septembre 1919.

ALBERT,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil !

Op voorstel van Onze Ministers van Buitenlandsche Zaken en van Justitie,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Het ontwerp van wet waarvan de inhoud volgt zal in Onzen naam bij de Wetgevende Kamers aangeboden worden door Onze Ministers van Buitenlandsche Zaken en van Justitie :

EENIG ARTIKEL.

De Overeenkomst, te Parijs den 26^{en} April 1918 met Frankrijk ondertekend betreffende de bescherming tegen de daden der vijandelijke overheden, der private goederen en belangen der onderhoorigen van een dezer landen in het andere, is goedgekeurd.

Gezegde Overeenkomst zal woorde-lijk in den *Moniteur* ingelascht worden, samen met deze wet.

Gegeven te Brussel, den 20^{en} September 1919.

ALBERT.

PAR LE ROI :

Le Ministre des Affaires Étrangères,

HYMANS.

Le Ministre de la Justice,

E. VANDERVELDE.

VAN 'S KONINGS WEGE :

De Minister van Buitenlandsche Zaken,

De Minister van Justitie,

(4)

BIJLAGE I.

OVEREENKOMST

ZIJNE MAJESTEIT DE KONING DER BELGEN EN DE PRESIDENT DER FRANSCHIE REPUBLIEK, evenzeer verlangend aan de onderhoorigen van een der Landen, welke goederen of belangen in het andere bezitten, eene zoo volledig mogelijke bescherming te verzekeren tegen de daden der vijandelijke overheden, waarvan de nietigverklaring door de respectieve welgevingen voorzien is, hebben besloten te dien einde eene Overeenkomst te sluiten en hebben tot hunne Gevolmachtigden benoemd :

ZIJNE MAJESTEIT DE KONING DER BELGEN :

den Heer Baron DE GAIFFIER D'HESTROY, Zijnen buitengewonen Gezant en gevolmachtigen Minister bij den President der Fransche Republiek ;

En DE PRESIDENT DER FRANSCHIE REPUBLIEK :

den Heer Stephen PICHON, Senator, Minister van Buitenlandsche Zaken der Fransche Republiek ;

welke, na elkander wederkeerig hunne volmachtsbrieven overhandigd te hebben, welke in goeden en behoorlijken vorm bevonden werden, overeengekomen zijn over hetgeen volgt :

ARTIKEL I.

De Franschen in België en de Belgen in Frankrijk zullen respectievelijk, evenals de landgenooten zelf van elk der twee landen, de voordeelen genieten der schikkingen van het Belgische besluit-wet van 31 Mei 1917 betreffend de maatregelen van onteigening door den vijand genomen, en der artikelen 2 en 3 van de Fransche wet van 8 November 1917, betreffend de inbeslagnemingen en verkoopingën uitgevoerd in vijandelijke landen, in de grondgebieden door den vijand bezet en in Elzas-Lotharingen.

ARTIKEL II.

De onderhavige Overeenkomst zal bekrachtigd worden en de bekrachtigingen zullen zoodra mogelijk uitgewisseld worden.

TEN BLIJKE WAARVAN, de respectieve Gevolmachtigden deze Overeenkomst onderteekend hebben en er hunne zegels op gesteld hebben.

Gedaan in dubbel, te Parijs, den 24 April 1918.

(L. S.) BARON DE GAIFFIER D'HESTROY,

(L. S.) STEPHEN PICHON.

BIJLAGE II.

**Wet betreffende de beslagnemingen en verkoopen in de vijandelijke landen,
in de gebieden door den vijand bezet en in Elzas-Lotharingen.**

De Senaat en de Kamer der Volksvertegenwoordigers hebben aangenomen,

De President der Republiek kondigt de wet af, waarvan de inhoud volgt:

EERSTE ARTIKEL.

Zijn nietig en niet bestaande alle akten inbreuk makend op de rechten van eigendom en genot toebehoorend aan den Staat, de departementen, de gemeenten, de openbare inrichtingen of deze van algemeen nut, en uitgevoerd door de vijandelijke overheden in de door hen bezette Fransche departementen, en strijdig met de internationale overeenkomsten.

Zijn insgelijks nietig en niet bestaande de akten betreffende de goederen van denzelfden aard, uitgevoerd of bevolen in Elzas-Lotharingen voor politieke doeleinden of onder begunstiging van de oorlogstoestanden, door om het even welke Duitsche overheden of door de beheerders van openbare inrichtingen of van die van algemeen nut.

Inzonderheid, zijn nietig en niet bestaande, in dezelfde grondgebieden alle handelingen uitgevoerd door de vijandelijke overheden betreffende de musea, galerijen, bibliotheken, archieven en, over het algemeen, alle goederen van artistieke, wetenschappelijke, historische of bestuurlijke aard.

ART. 2.

Zijn nietig en niet bestaande alle akten van vervreemding of van beschikking, alle inschrijvingen of doorhalingen van hypotheeken, alle verval, alle fiscale roofmaatregelen of andere, uitgevoerd, uitgesproken of bevolen door om het even welke vijandelijke overheden voor politieke doeleinden of onder begunstiging van de oorlogstoestanden, en betreffende de goederen en rechten van allen aard, toebehoorend aan Franschen of aan Elzassers-Lotharingers van Franschen oorsprong op vijandelijk grondgebied, op Fransch of verbonden grondgebied door den vijand bezet, of in Elzas-Lotharingen.

ART. 3.

Zullen van rechtswege vernietigd of verbroken worden, op aanvraag der belanghebbende Franschen of Elzassers-Lotharingers van Franschen

oorsprong en onder de voorwaarden vast te stellen door een decreet tot regeling van beheer, alle contracten verleden met vijandelijke maatschappijen of private personen gedurende de bezetting of onder vijandelijk toezicht.

ART. 4.

De beschikkingen der artikels 2 en 3 dezer wet kunnen door bijzondere overeenkomsten uitgebreid worden tot de onderhoorigen der verbonden of onzijdige mogendheden welke in de bezette Fransche departementen of in Elzas-Lotharingen verblijven.

ART. 5.

De beschikkingen van deze wet zijn toepasselijk op de maatregelen genomen door de vijandelijke overheid, en op de feiten die zich voorgedaan hebben te rekenen van den dag waarop de staat van oorlog bestaan heeft tusschen Frankrijk en het belanghebbend vijandelijk land.

De onderhavige wet, besproken en aangenomen door den Senaat en de Kamer van Volksvertegenwoordigers, zal uitgevoerd worden als wet van den Staat.

Gedaan te Parijs, den 8 November 1917.

(get.) R. POINCARÉ.

Vanwege den President der Fransche Republiek :

De Minister van Buitenlandsche Zaken,

(get.) LOUIS BARTHOU.

De Zegelbewaarder, Minister van Justitie,

(get.) RAOUL PERET.

De Minister van Financiën,

(get.) L.-L. KLOTZ.

De Minister van Binnenlandsche Zaken,

(get.) T. STEEG.

De Minister van Handel, Nijverheid,

Posterijen en Télégraphen,

(get.) CLEMENTEL.

